

**M. Boudria:** Ce sont vos amis, pas les nôtres.

**M. Dick:** Notre parti a été élu en promettant que nous créerions des emplois et, maintenant que nous nous y consacrons, nous constatons que le Nouveau parti démocratique nous critique, prétendant que, au contraire, nous allons en supprimer. Ce sont pourtant eux qui appuyaient les libéraux lorsqu'ils étaient minoritaires. Ce sont eux, avec les libéraux, qui ont fait tomber le gouvernement conservateur de 1979. C'est cette coalition qui a créé le chômage que nous connaissons et chassé les investissements. Voilà ce que notre parti veut changer et, de toute évidence, c'est également ce que les Canadiens veulent modifier.

**M. Blackburn (Brant):** Vous feriez mieux de commencer par changer Reagan.

**M. Dick:** Nous voulons remplacer le nom de l'Agence d'examen des investissements étrangers par quelque chose d'un peu plus positif, comme Investissement Canada. Si les députés voulaient bien lire le projet de loi, ils constatent que la Partie IV porte sur l'examen des investissements et la Partie III sur les avis d'investissement. Nous ne supprimons pas entièrement ces deux aspects car personne de sensé n'est prêt à laisser tout le monde s'installer sans contrôle. Nous avons encore un mécanisme d'examen qui interviendrait en cas de prises de contrôle ou d'expansions massives.

Le député d'Algoma déclarait que sous le gouvernement libéral, appuyé par le petit groupe de roses de l'Ouest, 92 p. 100 des demandes avaient été approuvés. Puis, la loi fut modifiée en 1982 ce qui fit passer le taux d'approbation à 97 p. 100. Si l'agence n'est qu'un simple organisme approbateur, pourquoi alors ne pas avoir quelque chose de plus positif? Pourquoi ne pas la modifier un petit peu de sorte que le taux d'approbation reste le même, mais que l'on encourage les investisseurs plutôt que d'être toujours négatifs, comme les néo-démocrates et les libéraux, lorsque l'on parle de chômage et d'investissement?

Oui, il y a des problèmes et nous ne devons pas les négliger. Nous devons avoir un processus d'examen et nous devons connaître l'importance de la propriété étrangère dans notre pays. Les Américains le font. Le mois dernier, j'ai remarqué qu'un Canadien qui avait acheté de la terre dans le Mississippi avait été condamné par les tribunaux à la remettre, car les étrangers n'ont pas droit d'y posséder des terres. Lorsque la Corporation de développement du Canada a essayé d'acheter la mine de Kidd Creek qui appartenait à Texas Gulf, il y a eu une longue série de procès au Texas où un pays étranger n'a pas le droit d'acheter une société texane. Ce n'est qu'après de longues négociations et après avoir transféré des avoirs que les Canadiens ont pu prendre le contrôle de la mine de Kidd Creek. Mais la décision a traîné en raison des lois américaines. Il y a des lois dans le midwest américain interdisant aux étrangers de posséder des terres pétrolières et gazières ainsi que des terres agricoles.

**M. Blackburn (Brant):** Et des stations de radio ou de télévision.

**M. Dick:** Les Américains ne sont pas les seuls. Un Américain ne peut pas acheter une station de radio ou de télévision au Canada. Cela ne me gêne pas. Les Américains protègent

### *Investissement Canada—Loi*

leurs intérêts et nous protégeons les nôtres, mais nous devons savoir ce qui se passe. J'admets qu'il nous faut conserver un processus d'examen et l'obligation de déposer un avis d'investissement, deux stipulations qui figurent dans le projet de loi que nous proposons et qui feront que nous serons toujours informés.

Je rappelle que le chômage n'a pas cessé d'augmenter au Canada depuis les années 1973-1974, depuis que nous avons adopté la Loi sur l'examen de l'investissement étranger, bien que cette mesure n'ait pas nécessairement été la seule cause de cette progression du chômage.

**M. Riis:** C'est vrai.

**M. Dick:** Il ne faut pas oublier non plus que c'est le Nouveau parti démocratique qui nous a donné le gouvernement que nous avons eu en 1974 et en 1980. C'est lui qui a soutenu le gouvernement libéral responsable du climat qui régnait au Canada ces années-là. C'est un aspect de la politique qui est peut-être difficile à saisir. Nous ne pouvons pas, par exemple, prédire combien d'emplois seront créés ce mois-ci ou cette année-ci, mais nous savons bien que, lorsque le climat politique est favorable, quand l'État fait davantage preuve de collaboration, les capitalistes investissent volontiers dans notre pays. Nous voulons que les Canadiens placent leurs capitaux chez nous. Nous voulons récupérer les 68 milliards de dollars qui ont fui le Canada ces huit dernières années. Si nous avons réussi à garder cet argent chez nous au lieu de créer des emplois en terre étrangère, surtout aux États-Unis—en Floride, si je ne m'abuse—nous serions en bien meilleure posture aujourd'hui.

**Le président suppléant (M. Paproski):** A l'ordre!

**M. Dick:** Il est regrettable que je n'aie pas plus de temps, monsieur le Président, mais j'espère que les néo-démocrates et les libéraux auront une attitude plus positive en parlant des moyens de créer des emplois au lieu de favoriser le chômage.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. J'espère que les députés se sont tous bien reposés pendant les vacances. Je donne la parole au député de Kamloops-Shuswap (M. Riis).

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, en réponse au dernier orateur, je tiens à préciser que nous aurons quelque chose de positif à dire, que nous proposerons notamment de renvoyer à six mois l'étude de ce projet de loi. On devrait, monsieur le Président, changer le nom de cette mesure, intitulée à l'heure actuelle Loi concernant l'investissement au Canada, pour la rebaptiser «Loi tendant à vendre le Canada». On pourrait également la qualifier de «Loi tendant à permettre à des étrangers de contrôler davantage l'avenir de nos enfants».

**M. Dick:** Donnons du travail aux chômeurs.

**M. Riis:** Si nous étions aux États-Unis, et s'il s'agissait du Congrès, les tribunes seraient remplies à pleine capacité aujourd'hui. Les gens seraient ici pour se battre pour leur propre pays et non pour essayer de trouver une façon de remettre leur pays à des étrangers.

**M. Dick:** Ils veulent des emplois.